

N° : 64673

Du : 14 JUIN 2024

Objet : Arrêté réglementant l'usage des espaces publics afin de limiter les troubles à l'ordre public

LE MAIRE DE LA VILLE DE BOURG-EN-BRESSE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.2212-2 ;

VU le Code Pénal et notamment les articles R.610-5, R.623-2, R.632-1 et R.632-2 ;

VU le Code de la Santé Publique et notamment, le livre III de la troisième partie contre l'alcoolisme,

VU l'arrêté préfectoral en date du 12 septembre 2008 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage ;

VU l'arrêté n°22353 en date du 22 mai 2000 relatif à la lutte contre le bruit ;

VU les mails, courriers de riverains, rapports de la police municipale et de la police nationale dénonçant divers troubles à l'ordre et à la tranquillité publique par des individus consommant de l'alcool sur la voie publique

CONSIDERANT que le 2° de l'article L. 2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose que : « la police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment : [...] 2° Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits, les troubles de voisinage, les rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique [...] » ; que l'autorité investie du pouvoir de police générale dispose ainsi de la compétence pour réglementer les activités, y compris commerciales, à l'origine directement ou indirectement de troubles;

CONSIDÉRANT la nécessité de prendre des mesures préventives pour lutter contre l'alcoolisme et veiller au respect de l'ordre public et de la tranquillité publique, et qu'à ce titre, il appartient au Maire de prendre les mesures les plus appropriées à la situation,

CONSIDERANT qu'il est établi tant par des rapports de la Police Municipale et de la Police Nationale, que par des plaintes répétées des riverains et des commerçants, que la place des Bons Enfants fait l'objet de rassemblements bruyants et de troubles liés notamment à la présence de personnes alcoolisées sur la voie publique ; que ces personnes sont à l'origine de dégradations sur les biens publics, de comportements agressifs à l'égard des passants, de rixes, de dépôts de déchets, crachats, de souillure, urine sur la voie publique...

CONSIDERANT la recrudescence de ces méfaits qui se déroulent proche d'une aire de jeux pour enfants et qu'ils sont également constitutifs de tapages nocturnes ou injurieux gênant la population ;

CONSIDERANT les multiples appels reçus d'administrés excédés demandant l'intervention des services de police municipale pour faire cesser les comportements perturbateurs.

CONSIDERANT que la préservation de la tranquillité publique, sur la place des Bons Enfants, rend strictement nécessaire l'édition d'une réglementation des usages sur l'espace public ;

CONSIDERANT la nécessité de prendre des mesures d'hygiène et de salubrité en limitant les nombreuses mictions sur l'espace public, comme étant certainement la conséquence de la consommation excessive d'alcool ;

ARRETE

ARTICLE 1er

Les regroupements d'individus stationnant sans motif légitime et susceptibles de générer des troubles à l'ordre public sont interdits de 14h à 1h du matin dans les rues et places suivantes :

- place des Bons Enfants,
- rue des Bons Enfants,
- rue Samaritaine.

ARTICLE 2

Les dispositions de l'article 1^{er} ne s'appliquent pas lors des manifestations publiques ou privées dûment autorisées.

ARTICLE 3

Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 4

Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Départemental de la Police Nationale, Monsieur le Directeur de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié conformément à la loi.

BOURG-EN-BRESSE, le **14 JUIN 2024**

Pour le Maire,
le Maire-Adjoint délégué
à l'Administration Générale,
aux Finances et aux Ressources
humaines


Thierry DOSCH

Délais et voie de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant le Maire de la Ville de Bourg-en-Bresse dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours peut être également introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon, 184 rue Duguesclin, 69433 LYON cedex 03 ou sur le site www.telerecours.fr, dans le délai maximum de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté, ou du rejet du recours gracieux par la Ville de Bourg-en-Bresse.